

La BCGE table sur un PIB en croissance à 1,2% pour 2026

Économie La banque cantonale a publié ses perspectives financières pour l'an prochain à Genève, dans un contexte international toujours marqué par le risque géopolitique.

Judith Monfrini

Que réserve 2026 à l'économie genevoise? «L'année sera marquée par un retour vers une croissance plus modérée de 1,2% (contre 1,4% cette année) mais plus équitable entre les secteurs», estime Valérie Lemaigre, responsable économiste de la Banque Cantonale de Genève (BCGE), qui a publié cette semaine ses perspectives économiques.

Sans surprise, la présentation a tourné autour des taxes douanières imposées par les États-Unis de Donald Trump. «Cette année a commencé avec la menace de la politique tarifaire, note l'économiste en chef de la BCGE. L'objectif de Donald Trump était de faire entrer plus de 250 milliards de dollars de recettes dans les caisses américaines, un pays fortement endetté.»

L'effet des taxes douanières

Au sujet des taxes douanières, «le canton de Genève est plus faiblement touché que d'autres, rassure Valérie Lemaigre, puisque les exportations manufacturières aux États-Unis ne représentent que 15% de ses exportations totales».

Parmi les secteurs touchés, la haute horlogerie et la chimie. Revenant sur le contexte économique mondial, Valérie Lemaigre a relevé que les taxes douanières n'avaient pas provoqué de rupture dans les exportations mondiales, seulement une correction après une phase d'accélération.

Les secteurs principaux du commerce mondial sont les semi-conducteurs liés au développement de l'intelligence artificielle, la pharma et la chimie ainsi que l'énergie et les transports, avec la nouvelle impulsion du secteur de la défense. Le secteur des semi-conducteurs justifie plus de la moitié des échanges internationaux en 2025 et 50% de ces ventes sont initiées en Asie.

L'acquisition d'or se poursuit

En Suisse, la volatilité de 2025 a été marquée dans le domaine de



Le siège de l'institution bancaire. Au bout du lac, 40% des recettes fiscales sont engendrées par le négoce international. Laurent Guiraud

«Les trois secteurs concentrés du commerce mondial sont hypersensibles aux prix des matières premières et donc aux risques géopolitiques.»

Valérie Lemaigre

Responsable économiste à la BCGE

la pharma et du diagnostic médical. Pour l'horlogerie, la tendance est peu dynamique mais sans rupture. «Les Américains sont prêts à payer un peu plus

cher pour une montre haut de gamme, relève Valérie Lemaigre, mais les sous-traitants horlogers du Jura risquent de souffrir davantage.» Au niveau mondial, l'acquisition de réserves d'or par les banques centrales se poursuit.

Sur quel secteur notre canton peut-il s'appuyer? Sur le négoce international et le financement des matières premières, notamment les métaux de la transition, utilisés par les semi-conducteurs de l'IA.

«Les trois secteurs concentrés du commerce mondial sont hypersensibles aux prix des matières premières et donc aux risques géopolitiques, ajoute Valérie Lemaigre. L'accès à ces matières premières et la volatilité de leur prix rendent le Canton sensible à ces enjeux.» Elle rappelle qu'à Genève, le négoce in-

ternational représente 13,9% du PIB, emploie plus de 7700 personnes et rapporte 40% des recettes fiscales du Canton, selon une étude d'Accenture parue en 2025.

Parmi les autres secteurs qui vont croître en 2026, les banques, la chimie, l'horlogerie, les sciences de la vie et les services qui vont intégrer petit à petit les investissements productifs, comme l'IA.

Investissements à rattraper

Le marché du travail reste tendu, même si la croissance de l'emploi se tasse. Le pouvoir d'achat du particulier reste bon. La consommation n'est pas euphorique mais continue de bénéficier de revenus solides. L'inflation devrait demeurer sous contrôle en 2026 à 0,4% (contre 0,2% cette année). Les prix de

l'immobilier sont en hausse de 3% car les conditions de financement sont favorables, avec un taux hypothécaire qui demeure bas.

Quels seront les enjeux en 2026 pour les entreprises? Très peu d'investissements d'équipements et de capacité ont été consentis cette année, affirme l'économiste. Un retard que les entreprises devront rattraper. Pour elle, il est nécessaire d'accélérer les investissements relatifs aux grandes transitions démographiques, climatiques et technologiques.

Concernant la Genève internationale, qui représente 10% du PIB genevois, les postes supprimés posent un défi important au canton. «Il faudra réorienter ces emplois ou convertir les capacités de ces institutions dans le tissu économique genevois.»